

PUBLICATION 2020

CONVERGENCES TUNISIE

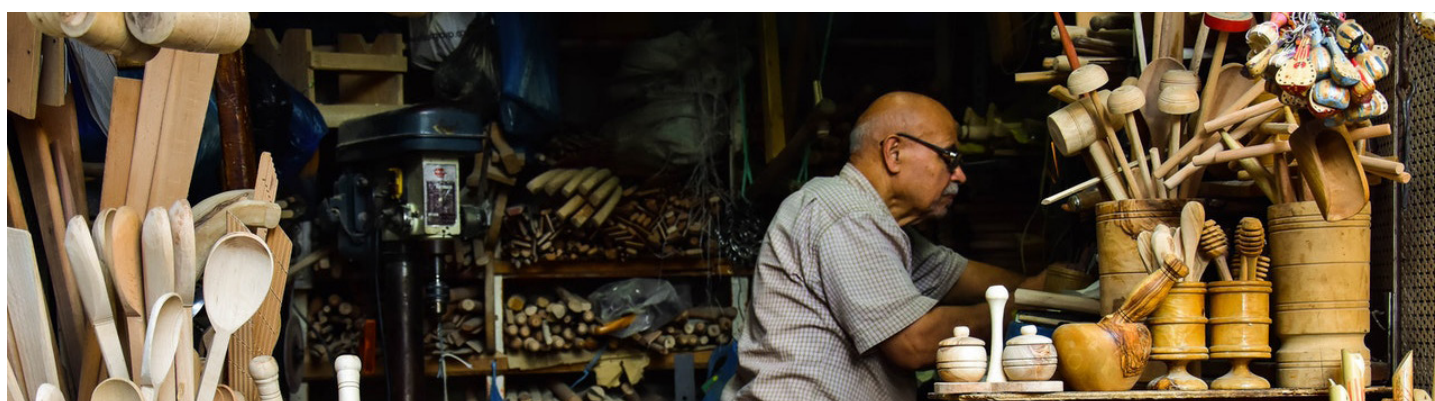
ETAT DES LIEUX : L'ESS
EN TUNISIE

L'ESS, MOTEUR D'UNE
REDYNAMISATION DES TERRITOIRES

A LA RENCONTRE DES
ENTREPRENEURS DE DEMAIN

TECH FOR GOOD : L'INNOVATION
AU SERVICE DE L'ESS

L'ESS EN ACTION POUR UNE TUNISIE ZÉRO EXCLUSION CARBONE PAUVRETÉ



EDITORIAL

Cette publication présente le travail d'acteurs engagés pour une transformation équitable et durable de la société tunisienne grâce à l'Économie sociale et solidaire (ESS). De par son aspect collaboratif, cette revue se veut le reflet de la dynamique qui symbolise ce secteur grandissant de l'économie.

En mars, dans le monde entier, un bouleversement sans précédent est provoqué par le coronavirus. L'économie interconnectée par les flux internationaux subit un ralentissement. Apparaissent alors au grand jour les fragilités et les vulnérabilités de nos modèles. Le creuset des inégalités voit le risque de s'élargir. Toutefois, localement, se (re)créent de nombreux élans de coopération, de solidarité et de partage. La radiographie du coronavirus donne

des raisons d'espérer une transformation sociétale conciliant développement économique et impact social où les acteurs de l'ESS ont développé un véritable savoir-faire.

Le deuxième temps fort de l'année, le 17 juin, est une victoire. Après une mobilisation collective décisive de toutes les structures du secteur et au-delà, la loi cadre de l'ESS est votée par l'Assemblée des représentants du peuple. Elle reconnaît officiellement l'utilité sociale de l'ESS pour répondre aux besoins collectifs et à l'intérêt général. Une avancée majeure dans la structuration du secteur qui promeut justice sociale et répartition équitable des richesses et fait aussi figure de proue comme alternative innovante pour améliorer le modèle de développement tunisien.

A l'aune de dix ans d'incertitude politique accentuée par les consé-

quences de la crise sanitaire, l'ESS, favorisée par « sa » loi, est-elle en mesure d'offrir des réponses concrètes aux enjeux de développement durable et inclusif ?

L'ESS en action pour une Tunisie Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté met en valeur l'engagement des acteurs du secteur dans la résolution des problématiques économiques, sociales, et environnementales. Dans une démarche de valorisation des initiatives à fort impact, elle souligne la nécessité et la plus-value de l'engagement de ces acteurs dont l'ancrage est adapté aux nécessités de chaque territoire et de ses habitants. Ils agissent très concrètement en accord avec la vision commune du « 3Zéro » qui permet de répondre de front aux urgences de l'exclusion, de la pauvreté et de l'environnement.

Cette publication s'appuie sur les travaux de co-construction portés

par Convergences, ses partenaires et les membres des Groupes de travail. En 2018, lors d'un premier Forum, l'importance de l'ESS comme vecteur d'une économie durable et équitable est reconnue. En 2019, le deuxième Forum évolue et la plus-value des acteurs de l'ESS dans les transitions économiques, sociales et environnementales est actée.

En 2020, l'évolution se tourne vers trois enjeux principaux : l'ESS comme moteur d'une redynamisation régionale en Tunisie ; la « Tech for Good » ou l'intégration des technologies numériques pour accélérer les solutions d'intérêt général ; les évolutions de l'entrepreneuriat social notamment vis-à-vis de la loi cadre : outils, partenariats, financement, accompagnement. Bonne lecture.

Thibault Larose
Directeur exécutif
Convergences

UNE PUBLICATION DE :



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETÉ**

EN PARTENARIAT AVEC :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Financé par
l'Union européenne



UBCI
GROUPE BNP PARIBAS

QUELLES ATTENTES POUR L'ESS EN TUNISIE ?

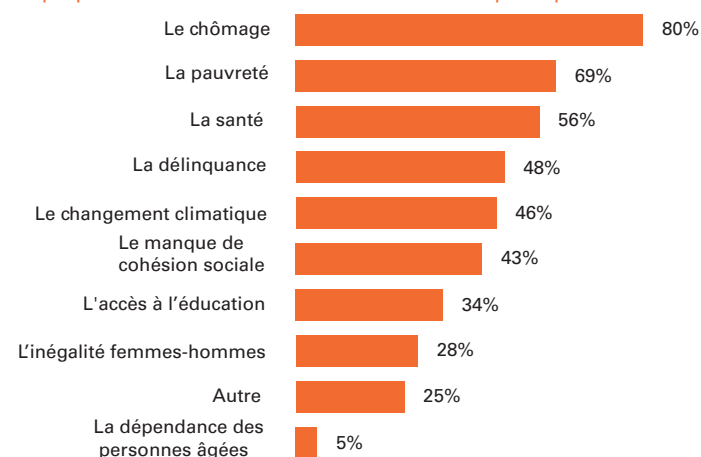
Pour la première fois, Convergences a mené une enquête inédite sur la perception de l'Économie sociale et solidaire (ESS) et ses évolutions en Tunisie, auprès d'une soixantaine d'acteurs. Cette enquête présente la perception des secteurs publics (26%), des entrepreneurs sociaux (19%), du secteur privé (27%), des acteurs associatifs (associations 14% et ONG 5%), des organisations internationales (5%), et du secteur académique (4%) quant à la capacité de l'ESS et de ses acteurs à répondre aux problèmes sociétaux et environnementaux du pays. Elle expose aussi les tendances et perspectives d'évolution du secteur à plus long terme.

Quels acteurs pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux ?

En 2020, le chômage est identifié comme la préoccupation principale en Tunisie. Pour plus de 80% des sondés, il est le problème social et économique le plus important et le plus urgent à résoudre et donne à voir les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19.

Conséquence directe du chômage, la pauvreté (68%) vient en seconde place des préoccupations les plus importantes. Une autre résultante de la crise sanitaire est l'inquiétude vis-à-vis de la santé et des systèmes de soins qui préoccupe plus de 55% des sondés. La délinquance (47%) et le manque de cohésion sociale (42%) arrivent juste après. Enfin, et malgré la crise sanitaire, le changement climatique apparaît dans le top 5 des préoccupations les plus urgentes à résoudre pour 45% des sondés.

Graphique 1 – Problèmes sociaux et environnementaux les plus importants en Tunisie



Pour la majorité des répondants, le chômage (80%), la pauvreté (69%) et la santé (56%) sont plus urgents à résoudre dans les régions intérieures, territoires souffrant des plus grandes inégalités de développement, d'accès aux services essentiels et d'opportunités économiques. Par ailleurs, pour 46% des sondés, les enjeux sociaux et environnementaux sont perçus comme prioritaires dans le Grand Tunis, témoignant ainsi des besoins de la capitale.

On constate une attente très forte des sondés envers les organisations de la société civile qui sont identifiées à 83% comme les plus à même de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux du pays. En seconde place arrivent les acteurs de l'ESS avec 80% des suffrages. Il est intéressant de noter que la distinction entre les deux est souvent floutée par une difficulté d'identification des acteurs de l'ESS dans un premier temps, et de mesure de l'impact des organisations de la société civile dans un second temps. On peut donc supposer une perception et une considération proches dans les réponses à l'enquête.

Les organisations publiques et les entreprises dites de l'économie classique, sont, quant à elles, perçues comme les acteurs les plus efficaces dans la réponse aux préoccupations par une proportion plus faible des sondés, avec respectivement 44% et 27% des suffrages.

Les freins au développement des acteurs de l'ESS

Si les acteurs de l'ESS sont les plus à même de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux, ils restent confrontés à des freins systémiques qui entravent leurs actions. Plus de 61% d'entre eux estiment que le développement de leur structure est affecté par un manque de moyens financiers. Ce résultat fait écho aux 45% d'acteurs de l'ESS qui estiment que le manque de partenariats avec des entreprises est un frein à la fois financier et technique dans le développement de leur structure.

En sus de ces considérations globales, plus de 47% de ces répondants estiment avoir rencontré des difficultés économiques dans la gestion de leur organisation du fait de la crise de la Covid-19. Pour autant, plus de 45% des répondants déclarent avoir eu peu de difficultés. On retrouve dans ces données le caractère hybride des modèles économiques de l'ESS dans sa capacité de réponse et d'adaptation à la crise sanitaire.

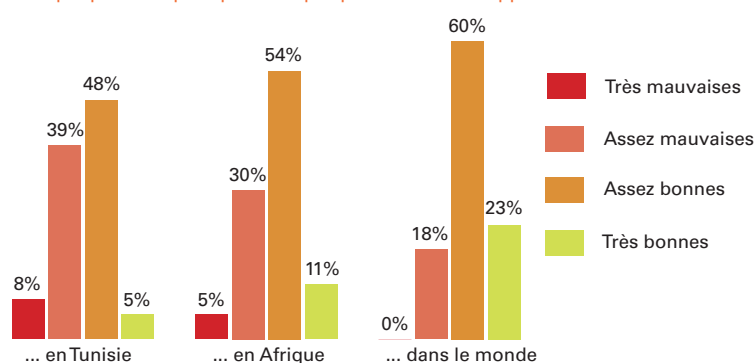
Quelles perspectives de développement pour l'ESS en Tunisie ?

Au lendemain de l'adoption de la loi cadre de l'ESS en juin 2020, les perspectives de développement de l'ESS en Tunisie sont à relativiser car si 47% pensent que les possibilités d'évolution du secteur en Tunisie sont plutôt bonnes, 39% estiment qu'elles sont assez mauvaises.

A l'inverse, les écarts se creusent et la positivité prévaut à mesure que l'échelle grandit puisque les estimations d'un développement de l'ESS positif est de 53% en Afrique et de 59% dans le monde.

Si les perspectives de développement sont mitigées à l'échelle tunisienne, on retient néanmoins une conviction partielle concernant l'impact du passage de la loi cadre de l'ESS. Plus de 34% des répondants sont tout à fait convaincus que ce texte va permettre un développement significatif sur le secteur, 37% sont assez confiants, et 27% le sont peu.

Graphique 2 – La perception des perspectives de développement de l'ESS...



Selon les résultats de cette enquête, plusieurs conclusions peuvent être dressées. La crise sanitaire de la Covid-19 a mis en péril de nombreux acteurs de l'ESS mais a aussi permis leur reconnaissance en tant qu'organisations clés à mobiliser pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux qui se présentent. La capacité d'action et de réponse de l'ESS n'est donc plus à prouver mais à renforcer. En ce sens, l'adoption de la loi ESS marque le commencement d'un processus de reconnaissance et de promotion d'un secteur nécessaire au développement durable et inclusif en Tunisie, qu'il s'agit de poursuivre.

Manon Vigier
Chargée de développement international senior
Convergences

LOI ESS : QUELLES PROPOSITIONS ET QUELLES AVANCÉES ?

L'Économie sociale et solidaire (ESS) représente une force économique et sociale considérable en ce qu'elle apporte des solutions en plaçant les enjeux humains et environnementaux au centre du développement économique et en étant vecteur de cohésion sociale.

C'est dans ce cadre que le gouvernement tunisien a accordé un intérêt majeur à la promotion de l'ESS qui a constitué l'un des piliers des orientations stratégiques du développement pour la période 2016-2020 et constitue l'un des axes de la Stratégie Nationale pour l'Entrepreneuriat en tant que nouveau mode d'entreprendre capable de créer de la richesse économique et des emplois décents.

L'une des principales difficultés en Tunisie à la fondation et au développement de l'ESS réside dans la mise en place d'un écosystème favorable qui se base sur cinq piliers essentiels : l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel, d'un dispositif de financement, d'un système de gouvernance, de mesures d'accompagnement spécifiques, d'un système d'information et d'un plan national de communication.

Pour ce faire, la Tunisie a commencé ce travail de structuration dans le cadre du projet PROMESS¹ mis en œuvre par le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (actuel Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Insertion Professionnelle), en coordination avec l'Union générale des travailleurs tunisiens, l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, avec l'appui de l'Organisation Internationale du Travail et avec un financement du Royaume des Pays Bas.

Depuis lors, le processus d'élaboration de la loi a été ouvert en adoptant une approche participative avec toutes les parties concernées et impliquées. Elaborée sur la base de plusieurs documents de référence, dont l'initiative législative de l'U.G.T.T, la loi ESS a fait l'objet d'une consultation publique en 2018 à la suite de laquelle des discussions au sein de trois Conseils Ministériels ont été tenues pour être enfin promulguée lors de l'Assemblée des représentants du peuple les 16 et 17 Juin 2020, publiée dans le Journal officiel de la République Tunisienne n°30 en date du 30 Juin 2020.

La loi sur l'ESS² vise essentiellement à garantir la reconnaissance juridique de l'ESS comme étant un troisième secteur économique aux côtés du sec-

teur public et du secteur privé. Elle permet son cadrage à travers la détermination des entités qui peuvent s'inscrire dans son périmètre et vise la mise en place d'un système de gouvernance qui rend possible le suivi et le développement du secteur et le développement de nouveaux dispositifs de financement.

Le passage de la loi marque la fin d'une première phase du processus de structuration de l'ESS en Tunisie et le commencement d'une deuxième phase d'ordre opérationnel dans le développement de ce tiers secteur qui se matérialise selon trois axes : l'identification, l'accompagnement et la promotion.

Cette opérationnalisation passe ainsi par l'octroi du Label des Entreprises de l'Économie sociale et solidaire en vertu de loi n°2020-30 de reconnaître la spécificité des entreprises sociales par les valeurs qu'elles véhiculent. Le label permet plus globalement l'identification des structures de l'ESS et la valorisation de ces dernières sur le marché national et international, en leur permettant d'accéder aux avantages fiscaux et financiers spécifiques, notamment par la création de banques coopératives, de lignes de financement spécifiques, d'opportunités de financements participatifs, etc.

L'opérationnalisation de la loi se fait aussi à travers la mise en place de dispositifs d'accompagnement et de formation au profit des entrepreneurs désirant s'engager dans l'ESS, renforcés par la recherche et l'innovation pour développer un esprit d'initiative et d'action solidaire, et à long terme, l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs solidaires.

Enfin, la promotion de l'ESS passe par la nécessité de mise en œuvre d'une large campagne de communication auprès du grand public en adoptant des supports didactiques adéquats et explicites qui permettent une compréhension commune du secteur et de ses acteurs pour en faciliter l'appropriation dans tout le pays.

1. Promotion des organisations et des mécanismes de l'Économie sociale et solidaire

2. Etude stratégique sur l'Économie Sociale et Solidaire en Tunisie élaborée par le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale en 2017 avec l'appui technique du PNUD.

Anissa Ayari
Directrice de l'Unité Économie Sociale et Solidaire
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Insertion Professionnelle, Section Emploi

#tounes
solidaire

UN MOUVEMENT COLLECTIF POUR UNE LOI LONGUEMENT ATTENDUE : RETOUR SUR #TOUNESSOLIDAIRE

Alors que les propositions relatives à une loi sur l'Économie sociale et solidaire (ESS) ont été formulées dès 2016, c'est suite au travail conjugué de plusieurs parties prenantes, à différentes étapes du processus, que la loi n°2020-30 relative à l'ESS a été adoptée par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) le 17 juin 2020 avec 131 voix pour, zéro objection et une seule abstention.

Parmi ces parties prenantes, le collectif #tounessolidaire, a regroupé une centaine d'acteurs et actrices de l'ESS en Tunisie, représentant la diversité des territoires et des formes d'organisations. C'est ensemble qu'ils ont cosigné une tribune le 7 mai 2020, à destination du Président de la République, du Gouvernement et de l'ARP, pour une reconnaissance institutionnelle de l'ESS, de ses valeurs et de ses pratiques.

La mobilisation du collectif est née dans le contexte de crise économique et sanitaire de la Covid-19, et suite à la présentation du projet de loi par le Gouvernement tunisien à l'ARP en janvier 2020. Elle a été opérée dans une

volonté de rassemblement et de convergence des demandes des acteurs du secteur. Avec cette tribune, #tounessolidaire a pu mettre l'accent sur le rôle que peut jouer l'ESS dans la redynamisation de l'économie et obtenir, en synergie avec les demandes des partenaires sociaux et d'autres collectifs, l'intégration de modifications importantes au projet de loi, telles que l'ajout d'une instance tunisienne de l'ESS, d'un registre national des acteurs du secteur ainsi que de la possibilité de créer des banques coopératives.

Au-delà de l'adoption de la loi, #tounessolidaire illustre la volonté d'un nombre important d'acteurs d'être reconnus comme appartenant à un secteur capable de s'exprimer par lui-même, et d'être un interlocuteur identifiable, sérieux, réactif, et offrant une réelle expertise sur son domaine. La mobilisation collective sur le long terme sera donc, à n'en pas douter, un des enjeux clés pour la structuration d'une ESS tunisienne au plus près des besoins du terrain.

Collectif #tounessolidaire

L'ESS, MOTEUR D'UNE REDYNAMISATION DES TERRITOIRES

AVANT PROPOS

Si l'on observe de près la carte de la Tunisie, nous pouvons déceler l'existence d'une frontière séparant les régions intérieures (Nord-Ouest, Centre et Sud) marginalisées des régions côtières plus favorisées.

Cette frontière, invisible à l'œil nu, n'est soumise à aucun droit de passage ni aucun contrôle douanier mais elle est pourtant bien ancrée dans notre économie, notre société et tout ce que l'on entreprend en général. Ce clivage qui mine le pays semble gagner en chronicité malgré les différentes tentatives de l'Etat d'y remédier et les divers efforts déployés pour décentraliser les services.

Ce constat a d'ailleurs été corroboré par la cartographie de l'incidence de pauvreté dans le pays qui témoigne d'une forte concentration de pauvreté dans le Centre-Ouest et le Nord-Ouest de la Tunisie.

Ce même rapport montre d'ailleurs une forte corrélation entre les taux de pauvreté élevés et le manque d'accès aux services de base ainsi qu'à l'éducation. Ce sont autant de constats qui illustrent le besoin de réduction d'inégalités entre les territoires tunisiens.

De nombreuses propositions d'outils et de projets à impact positif sont avancées par les acteurs de l'ESS pour réduire les inégalités régionales et permettre un développement durable et inclusif dans toute la Tunisie.

*Omar Triki
Directeur
Fondation Tunisie pour le développement*

Longtemps envisagé sous l'angle de sa valeur culturelle, le patrimoine est une ressource qu'il convient de valoriser dans une perspective de développement économique et social du territoire.

Si les initiatives de développement en Tunisie tablent encore sur le tourisme comme activité génératrice de revenus dans le milieu rural, la tendance actuelle va vers la diversification économique des territoires pour améliorer le niveau de vie des populations et réduire les inégalités. A titre d'exemple, il est possible de miser sur la préservation de la biodiversité pour un développement respectueux des ressources naturelles. En outre, au-delà des logiques de conservation et de valorisation du patrimoine, nous assistons depuis des années à la montée en puissance d'un nouveau référentiel d'action à l'échelle locale : la labellisation¹, qui s'inscrit dans une démarche de marketing territorial.

Par ailleurs, le développement régional par la valorisation du patrimoine et de la culture requiert aussi une intelligence territoriale collective comme base d'une coopération soutenue entre les acteurs institutionnels, la société civile et les populations locales en Tunisie², qu'il s'agisse d'acteurs relevant de l'administration, du secteur privé, de la recherche comme de la société civile avec des profils et des parcours de professionnalisation très hétérogènes qui limitent les tentatives de description et de classification³.

A titre d'illustration, la plateforme digitale « Siccaveneria »⁴ lancée en 2020, portée par l'Association culture et développement, soutenue par Tfannen-Tunisie Créative, et oeuvrant pour « le marketing territorial, la labellisation de la région du Kef et la digitalisation de son patrimoine matériel et immatériel » est le fruit d'un partenariat entre le Ministère de la Culture, l'Institut national du patrimoine, les Ministères du Tourisme et de l'Agriculture, les



conseils municipaux du gouvernorat du Kef et des associations du Kef actives, à l'instar de l'Association des femmes artisanes et l'Instance tunisienne de l'Investissement. Pour appuyer les efforts de promotion de la région du Kef en tant que destination touristique, ce projet organise le Grand Trail de Yugurtha qui s'inscrit dans la démarche de marketing territorial de la région et la préservation de son patrimoine. La table de Jugurtha, lieu d'arrivée du trail, est inscrite sur la liste préliminaire du patrimoine international de l'UNESCO et porte l'histoire de la résistance du roi numide Jugurtha. Au cours des deux dernières éditions, le trail a accueilli plus de 150 participants, dont plusieurs internationaux. Il a également reçu la distinction du flambeau d'or olympique décerné par le CNOT⁵ dans la catégorie culture olympique « Sport et Environnement » pour l'année 2019.

Dans la même lignée, la région de Béja tient depuis 2018 son Festival Méditerranéen des fromages.

Grâce à cette manifestation organisée par l'ATFFPP⁶ en partenariat avec des acteurs publics et privés, une véritable dynamique économique et sociale a été créée par la valorisation du potentiel culturel et naturel de la région de Béja tout en misant particulièrement sur le fromage traditionnel, un des produits phare de la région. En 2019, le Festival a attiré plus de 3000 visiteurs venant de Tunisie et de l'étranger pour profiter d'un programme culturel, sportif et gastronomique riche et diversifié. Découvrez-en plus sur l'ATFFBPP en page 6 de la publication.

1. Bénos et Milian, 2013
2. Ben Slymen et Meyer, 2014
3. Ait Heda et Meyer, 2016
4. <http://siccaveneria.com/>
5. Comité National Olympique Tunisien
6. Association Tunisienne du Festival des Fromages de Béja et de la Promotion du Patrimoine

*Nadia Cheikhrouhou
Enseignante Technologue
ISET Béja*

L'ESS AU SERVICE DU DÉSENCLAVEMENT TERRITORIAL



L'Économie sociale et solidaire (ESS) vit aujourd'hui un réel engouement mondial. De nombreuses institutions internationales et gouvernementales ainsi que des acteurs économiques prêtent à cette discipline un intérêt croissant en vue de sa grande capacité à résoudre les impasses professionnelles voire les problèmes sociaux ou encore environnementaux, notamment dans les régions en manque d'attractivité territoriale.

Suite à de sérieuses crises économiques récurrentes et structurelles, la Tunisie fait face à de graves défis de croissance engendrant un chômage chronique et une jeunesse en détresse. Cet environnement trouble fait apparaître L'ESS comme l'une des meilleures dynamiques libérant l'initiative privée et répondant au dynamisme des jeunes.

De nombreuses initiatives à impact positif ont vu le jour dans les différentes régions tunisiennes, afin de développer la dynamique économique et sociale et résoudre plusieurs des problèmes.

Certains projets ont pu s'implanter et réussir dans les régions du pays, malgré la rude conjoncture et les défis auxquels ils font face. Ces projets ont su développer une capacité d'inclusion régionale remarquable permettant de désenclaver des régions entières et d'augmenter leur attractivité territoriale. Le trait caractéristique d'une grande partie de ces projets est qu'ils s'inspirent et se basent

essentiellement sur les ressources locales. D'initiatives de transformation alimentaire se basant sur les produits du terroir, à l'artisanat régional ou encore aux maisons d'hôtes traditionnelles, tous ces projets ont comme trait commun la passion, la persévérance et la volonté d'opérer une transformation sociale réelle dans leur environnement et de valoriser leurs savoir-faire et identité régionale.

A titre d'exemple, on retiendra notamment Dar Halima. Surplombant le village de Kesra perché sur les hauteurs de la région de Siliana dans le nord-ouest tunisien, c'est la première et unique maison d'hôte du village. Dar Halima s'allie également au projet de valorisation et de conditionnement de la confiture de figue, la création d'un restaurant traditionnel ainsi que la promotion des produits de tissage de la région en créant le label « Kusira ». Ce projet a permis de développer l'attractivité de toute une région et de la placer sur la carte des sites à visiter. Il est également une locomotive de développement social et solidaire en rapport avec les produits du terroir et l'artisanat qu'il labélise. Malgré l'incroyable potentiel d'un tel projet et les avantages qu'il présente, il fait face à d'innombrables défis tels que la visibilité nationale et internationale de la destination et sa capacité réduite à assurer la communication nécessaire à la durabilité de l'activité.

Dans le même sens, The New Medina a commencé ses activités en 2016 en tant qu'initia-

tive citoyenne privée menée par une famille multiculturelle soucieuse de s'engager pour préserver le patrimoine culturel tunisien et de le transmettre à leurs enfants et toute la communauté. The New Medina est une initiative qui propose un espace de co-création, de cohabitation et de co-travail. Par cette méthode, ils agissent sur plusieurs volets : ils visent le changement et le développement d'un quartier spécifique en un écosystème respectant le patrimoine, la culture, les habitants, et l'environnement. The New Medina part du principe que l'on ne peut pas revitaliser la Medina sans revitaliser l'esprit de ses habitants.

La crise de la Covid-19 a fait évoluer les modes de travail en les adaptant aux contraintes imposées par les mesures sanitaires aux échelles nationales et mondiales. Ces changements ont permis l'émergence d'une nouvelle réflexion en relation avec l'ESS mettant l'accent sur l'innovation technologique et optimisant le digital pour le compte d'un plus grand rendement professionnel. Il a également permis le désenclavement de nombreux projets régionaux et leur reconnaissance grâce à une visibilité améliorée. C'est une opportunité de développement qui se présente pour ces projets innovants à impact positif dans les régions tunisiennes.

*Anis Boufrikha
CEO et Fondateur
We Love Sousse*

À LA DÉCOUVERTE DE PROJETS INNOVANTS DANS LES RÉGIONS RURALES

La production du fromage de chèvre regroupe toutes les conditions nécessaires pour être considérée comme une ressource territoriale à part entière : un territoire, un produit typique et un savoir-faire local transmis à travers les générations. Les bienfaits du produit font partie du patrimoine régional : reconnu pour ses propriétés de défense immunitaire, le fromage de chèvre de Béja est un bien très prisé, tant sur le marché local qu'à l'international.

Ainsi, on recense plus de 2 000 ménages vivant de l'élevage caprin dans la région de Béja dont le cheptel a dépassé 5 800 unités femelles en 2013, soit 35% du total de l'élevage caprin du gouvernorat. L'exploitation caprine semble donner une performance technique et économique bien

meilleure dans les petites exploitations agricoles d'une superficie inférieure ou égale à cinq hectares.

Pour valoriser ces petites exploitations et leurs produits, un groupe de producteurs de lait de chèvre et une fromagerie locale dirigée par un jeune promoteur, M. Aymen Blagui, ont créé une Société Mutuelle de Services Agricoles (SMSA) dans la zone rurale de Nefza. Cette évolution de la collaboration entre la fromagerie et les producteurs a eu lieu en 2015 afin de permettre l'essor d'un modèle économique inclusif et créateur de richesse. En effet, la SMSA génère depuis des activités complémentaires et financièrement autonomes en appliquant la notion de cluster local.

Le développement de cette SMSA a supposé

le rapprochement d'acteurs locaux, mais aussi d'institutions et d'organisations plus larges pour appuyer le processus d'évolution, à savoir l'Office d'élevage et des pâturages, le Commissariat Régional de Développement Agricole et la GIZ. Ce rapprochement d'organisations a dès lors permis la croissance économique de la structure par l'exportation des produits fromagers à base de lait de chèvre mais aussi et surtout l'émergence d'un modèle économique duplicable en zones rurales, développant ainsi le concept de spécificité locale « un village-un produit ».

*Viktoria Danilko
Association Tunisienne du Festival des Fromages de Béja et de la Promotion du Patrimoine (ATFFPP)*

Fiers de nos territoires et de leurs potentialités économiques, la volonté d'Initiative Tunisie (IT) est de contribuer au développement économique local via le financement par prêt d'honneur et l'accompagnement humain d'entrepreneurs dans nos territoires de l'intérieur.

Le prêt d'honneur est un outil innovant de finance solidaire. Il s'adresse aux entrepreneurs dont l'apport personnel est insuffisant pour obtenir un emprunt bancaire. Sans intérêt ni demande de garanties, l'emprunteur s'engage à rembourser « sur l'honneur ». L'obtention d'un tel prêt crédibilise le projet et a un effet de levier significatif pour l'obtention d'un financement bancaire complémentaire. D'un montant de 5 000 DT à 30 000 DT, il est remboursable sur 2 à 5 ans. Dans le cas d'IT, le taux de remboursement était de 85% en 2019. C'est un véritable outil de politique de développement économique et social qui a fait ses preuves dans de nombreux territoires ruraux.

Ouvertes et accessibles gratuitement à toute personne désireuse d'entreprendre, nos associations, appelées « Plateformes Initiative », sont des lieux uniques de rencontres, de partage, d'orientation, d'écoute et de conseils. Les membres qui les composent sont des acteurs d'horizons divers ancrés dans les territoires d'implantation. Ils sont issus de structures publiques, d'opérateurs privés, sont des chefs d'entreprise en activité ou des militants de la société civile.

Grâce aux bailleurs internationaux et aux liens de confiance tissés avec les acteurs de l'écosystème notamment les institutions financières et structures d'accompagnement de l'entrepreneuriat publiques et privées, notre action, qui a démarré en 2014 à Médenine s'étend désormais aux gouvernorats de Gafsa, Sidi Bouzid, Kasserine et Jendouba, et tout récemment à Kairouan et au Kef. Ensemble, nous formons un réseau dont Initiative Tunisie est la tête. Notre ambition est de couvrir toutes les régions de Tunisie.

*Matthieu Vanel
Directeur des projets
Initiative Tunisie*



La culture des figues représente la principale source de revenus des 4 000 habitants du village de Djebba situé au Nord-Ouest de la Tunisie. Le fruit a même été protégé par une Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) en 2012.

Dans le cadre du projet PAMPAT¹ financé par la Suisse, l'ONUDI a collaboré avec le Ministère de l'Agriculture et le GIFRUITs entre 2013 et 2019 pour valoriser la figue de Djebba AOC et le savoir-faire local par l'appui aux agriculteurs de la région dans leur démarche de mise en place de la certification. La figue est ainsi devenue le premier produit AOC en Tunisie à être certifié et sa promotion est confiée à une association djebbaïse, favorisant de fait l'implication d'organisations locales. En 2019, 25% de la récolte a pu être commercialisée avec le label. Le succès rencontré par les figues

de Djebba dans le pays et à l'étranger a permis de doubler les prix de vente en cinq ans et d'améliorer ainsi les revenus des agriculteurs.

Le PAMPAT a également appuyé la communauté de Djebba dans la mise en valeur du fruit en commercialisant des produits de terroir à base de figues et lors d'événements gastronomiques et culturels tels que le Festival annuel de la Figue. Grâce à la notoriété de son produit star, Djebba a vu le nombre de ses visiteurs augmenter de 150% en quatre ans, et développé son économie au-delà du marché même de la figue fraîche avec des activités annexes. D'autres régions tunisiennes sont en train de suivre ce modèle pour déclencher un processus de développement rural inclusif conçu autour de leur produit phare.

1. Projet d'Accès aux Marchés des Produits Agroalimentaires et de Terroir

*Nuria Ackermann et Lemia Chekir Thabet
Coordinatrice du projet PAMPAT et Experte principale en accès aux marchés du projet PAMPAT
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)*



ENTREPRISES SOCIALES EN PÉRIODE DE CRISE : ENTRE RÉSILIENCE ET ACTION

La crise sanitaire qu'a traversé la Tunisie tout au long de l'année a permis de mettre en exergue la résilience des entrepreneurs sociaux et leur capacité à apporter des réponses concrètes aux problématiques actuelles. Ils le font cependant depuis longtemps en s'engageant dans la construction d'un pays plus durable et inclusif. Leurs initiatives sont nombreuses et couvrent divers secteurs : l'alimentation durable, l'éco-mobilité, le commerce zéro déchet, l'économie circulaire, la finance solidaire, le digital pour le bien commun, l'écotourisme et bien d'autres. On en retrouve d'ailleurs plusieurs dans le Guide de la Consomaction¹ qui a rencontré un vrai succès auprès des consommateurs tunisiens.

Durant cette période complexe, les entrepreneurs sociaux ont à nouveau répondu présents notamment par la fabrication de masques, la création de paniers alimentaires pour les plus démunis (Le coin du bio²) ou encore la mise en ligne de tutoriels autour de l'upcycling (Lebra³) pour faire du neuf avec de l'ancien. Ils ont su faire preuve de solidarité et résister en s'adaptant pour continuer à avoir de l'impact sur leurs territoires et auprès de leurs communautés. Pour autant, certains entrepreneurs vont effectivement connaître des moments plus difficiles car ils ont dû interrompre leurs activités, par manque de trésorerie ou d'aide particulière de l'Etat.

Les entrepreneurs sociaux ont donc su profiter de l'occasion aux côtés d'autres acteurs pour mener une action de plaidoyer en faveur de l'ESS. Au mois de juin, en phase de déconfinement, la Tunisie a montré la voie et a promulgué la première loi sur l'ESS dans le monde arabe. Une reconnaissance tardive mais désormais officielle qui confirme qu'un autre modèle économique est possible et souhaité. Les décrets d'application devront clarifier rapidement les avantages fiscaux, les aides financières et le soutien qui sera apporté aux acteurs de l'ESS notamment pour limiter les conséquences de la crise.

Il s'agit bien d'un mouvement de fond qui s'installe grâce à des entrepreneurs responsables et soucieux de leur impact. Du fait de leur objectif social et environnemental, les entreprises sociales sont bien positionnées pour contribuer à la relance du pays. Elles savent développer des innovations avec peu de moyens et des coopérations intelligentes pour faire face aux défis sociétaux. Par exemple, pour améliorer le niveau de conscience écologique chez les enfants, L'Arche⁴ a mis en place des ateliers « d'éducologie » pour les plus petits en collaboration avec Rêverie⁵, traiteur sain, pour la préparation des goûters, l'implication de Najen Nature⁶, marque de produits éco-responsables, pour la confection locale des tabliers 100% coton tunisien et Jhonny Bikes⁷ pour les visites à vélo proposées aux parents durant le temps pédagogique. Les entrepreneurs sociaux sont ainsi la preuve qu'il est possible à la fois d'entreprendre et de s'engager en faveur de la transition écologique et citoyenne. Ils inspirent progressivement leur entourage professionnel mais aussi les grandes entreprises. Un écosystème social et solidaire se forme accueillant les bonnes volontés du secteur privé et le soutien des pouvoirs publics.

Pour favoriser l'essor de l'entrepreneuriat social en Tunisie, il est essentiel de sensibiliser les jeunes et d'accompagner les porteurs de projets de l'innovation sociale à chaque étape de leur développement. La formation via des programmes d'incubation et d'accélération spécialisés facilite la construction d'un modèle économique solide et augmente le taux de création d'entreprises et son développement.

Alliant utilité sociale et rentabilité économique, les entreprises sociales convainquent bien plus difficilement les financeurs et investisseurs que



Atelier d'éducologie par l'Arche

d'autres start-up plus lucratives. L'accès au financement doit considérablement être amélioré pour encourager la création et, en parallèle, des outils alternatifs doivent davantage être mis en pratique (impact investing, prêt d'honneur, campagne de financement participatif, système de garantie, etc.) pour disposer d'un effet de levier auprès des organismes financiers.

Il est indispensable de démontrer que l'activité d'une entreprise sociale est utile pour la société et ses parties prenantes, comme l'a prouvé la crise de la Covid-19. Evaluer et mesurer son impact permet d'apprécier la valeur sociale, d'améliorer sa performance, ses méthodes et ses pratiques. Elle a donc besoin d'être accompagnée dans la conception d'un dispositif de pilotage adapté.

La coopération entre pairs, les partenariats à petite échelle, nationaux ou dans les pays du bassin méditerranéen par exemple, les synergies avec d'autres sphères (privé, société civile, public), la structuration de coalitions pour peser sur les politiques économiques et sociales sont autant de sujets à propos desquels il est important d'échanger et de réfléchir pour faire grandir les entrepreneurs sociaux.

1. https://www.labess.tn/wp-content/uploads/2020/09/GUIDE-de-la-Consomaction_edition-2020.pdf
2. <https://lecoindubio.com/>
3. <https://m.facebook.com/LEBRAESPRITLIBREETCREATIF/>
4. <https://www.facebook.com/groups/718891448714261>
5. <https://www.facebook.com/reveriehomemadepastries-100154451771680/about>
6. <https://nature-najen.com/fr>
7. <http://jhonnnybikes.tn/>

Rachid Abidi
Directeur
Lab'ess

PORTRAITS : RENCONTRE AVEC LES ENTREPRENEURS SOCIAUX DE DEMAIN



Idwey est une startup sociale qui centralise et digitalise les offres touristiques régionales. Je l'ai imaginée et développée avec quatre amis car nous voulions remédier aux problèmes d'accessibilité de l'information dans le secteur de l'écotourisme. Nous avons donc créé une plateforme générale, permettant aux habitants des différents territoires de promouvoir digitalement leurs activités et aux voyageurs de trouver facilement ces offres. Après une phase d'étude d'un an, nous avons lancé le site en octobre 2019, même si la startup n'existe juridiquement que depuis mars dernier.

Nous prenons une commission uniquement sur les réservations confirmées et le système de gestion est

gratuit pour les prestataires. Actuellement en phase de validation du marché, nous commençons à acquérir de plus en plus de prestataires et partenariats qui nous permettent de faire rayonner notre action. Nous sommes fiers d'avoir obtenu le Label Startup mais aussi de voir notre chiffre d'affaire évoluer positivement depuis sa création.

Outre l'impact de la crise de la Covid-19, les difficultés principales ont été d'ordre administratif. Nous avons dû faire face à des problèmes juridiques mais aussi fiscaux et de comptabilité.

Après une première incubation, nous continuons aujourd'hui les formations en travaillant avec un

accélérateur et un second incubateur, étatique cette fois-ci. Mis à part l'apport financier apporté par certains, ces différents accompagnements nous permettent de nous développer et de gagner en visibilité. Nous avons aussi établi de nombreuses collaborations avec des start-ups sociales, de tourisme, dans les régions, etc. qui nous rejoignent dans nos valeurs et notre projet de valorisation du patrimoine tunisien.

*Khouloud Kaabi
Co-fondatrice
Idwey*

Sciencia est une entreprise de création de contenus scientifiques ludiques à destination des enfants, prenant la forme d'ateliers ou de « kits scientifiques », jeux permettant aux enfants de découvrir chez eux les joies de l'expérimentation scientifique. Nous l'avons créé en 2014 à la suite d'un constat : le système éducatif tunisien ne permet pas aujourd'hui le développement de la curiosité scientifique chez les enfants.

L'entreprise se rémunère par les abonnements et masterclass payés par les parents pour les ateliers mais également par la vente des kits scientifiques. En pleine phase d'expansion, nous avons commencé la

formation d'un réseau d'ambassadeurs, qui à leur tour, mettent en place des ateliers dans leurs régions. A terme, nous souhaitons industrialiser la conception et la distribution des kits, aujourd'hui fabriqués de manière artisanale. Outre l'obtention du prix UTICA de l'innovation sociale en 2017, nous sommes fiers de notre impact sur les enfants, leur permettant d'accroître la confiance en eux nécessaire pour notamment remporter des compétitions scientifiques nationales.

Pour autant, aujourd'hui, le manque de contribution de l'Etat représente le frein principal empêchant Sciencia de pouvoir être intégrée au système éducatif public. Pour favoriser

un gain de notoriété, une ouverture à d'autres publics et pallier cette question d'accès au système scolaire, j'ai réalisé beaucoup de collaborations avec d'autres startups sociales ou espaces de travail collaboratifs. De profil universitaire et sans expérience entrepreneuriale antérieure, c'est l'aide et l'accompagnement de l'écosystème ESS (incubateurs, accélérateurs, investisseurs...) qui m'a permis de gagner en compétences et en confiance pour créer Sciencia.

*Latifa Elghezal
Co-fondatrice
Sciencia*



Avec Jhonny Bikes, nous souhaitons rendre le vélo accessible à tous. Notre activité principale est ainsi la location par l'installation d'un réseau de stations de vélos dans la ville. Nous organisons aussi des visites guidées à vélo, des vélo-écoles et proposons des services de réparation rapide.

Les services proposés sont payants et permettent ainsi à l'entreprise de se rémunérer. Créée il y a quelques mois, nous sommes actuellement dans la première phase de développement. Nous avons mis en place notre première station de vélo à La Marsa et commençons à planifier le réseau et l'emplace-

ment des prochaines stations. Une de mes plus grandes fiertés est d'avoir, via ce projet, appris à faire du vélo à de nombreux séniors.

Les démarches administratives ont cependant représenté un véritable obstacle pour moi. Pour pouvoir exploiter un espace municipal et y installer nos stations, il faut suivre de lourdes formalités, difficiles à mettre en œuvre.

J'ai néanmoins reçu de l'aide de la part de ma co-fondatrice, qui, par sa formation d'architecte et urbaniste, apporte une réelle expertise à l'entreprise, notamment dans le choix du positionnement des stations de location. De même, pour

pallier les autorisations municipales nécessaires pour l'installation des stations, j'ai établi un partenariat avec une chaîne de restauration, Baguette & Baguette, qui a accepté de les héberger sur leurs propres espaces extérieurs.

Actuellement incubé au Lab'ess, je bénéficie d'un soutien au montage de mon projet notamment dans les domaines juridique, financier et de communication qui sont nouveaux pour moi.

*Mohamed Boualouala
Co-fondateur
Jhonny Bikes*

PORTTRAITS : RENCONTRE AVEC LES ENTREPRENEURS SOCIAUX DE DEMAIN



Lebra est un projet créé en 2018, consistant à recycler des déchets de cuir pour en faire des articles de maroquinerie, des chaussures et des bijoux. Il est né d'une triple volonté : mon envie de m'investir dans ma passion pour l'art et le design, un désir de changement professionnel et mon souhait de devenir une actrice du changement social et environnemental. Je conçois moi-même tous mes articles dans mon atelier chez moi à Tunis. En 2019, j'ai reçu le prix UBCI « coup de pouce » qui récompense chaque année les meilleurs entrepreneurs sociaux.

Pour le moment, je vends mes articles localement, principalement

au travers d'expositions liées à la consommation responsable ou à l'artisanat. A terme, je souhaiterais mettre mes articles en vente dans des concepts stores et créer mon propre site web pour faciliter la vente en ligne. Outre la vente d'articles « upcyclés », Lebra c'est aussi un partage des valeurs environnementales. Il était donc important pour moi de collaborer avec des startups sociales travaillant avec des enfants pour leur apprendre, dès le plus jeune âge, le recyclage des déchets.

Lebra étant autofinancé, la crise de la Covid-19 a accentué des difficultés financières déjà présentes. J'ai donc décidé de garder mon

emploi actuel dans l'attente d'une conjoncture plus favorable. J'ai tout de même reçu l'aide de l'incubateur qui m'accompagne, qui m'a permis de clarifier mon projet et de mieux comprendre les clés de l'entrepreneuriat social.

*Amina Soudani
Fondatrice
Lebra*

Najen Nature c'est une marque de lifestyle écoresponsable proposant une large gamme de produits allant de la mode à une ligne d'articles zéro déchet. Styliste de formation, j'ai souhaité conjuguer ma passion pour la mode et mon mode de vie responsable, en alliant élégance et écologie. Lors d'une vente aux enchères à New-York, j'ai d'ailleurs réalisé une robe de soirée entièrement faite de sacs poubelles tricotés à la main au profit de l'association « Tunisie recyclage ».

Sur mon site internet, je commercialise mes créations mais également des produits déjà fabri-

qués par d'autres entreprises qui partagent les mêmes valeurs. Aujourd'hui, j'ai deux revendeurs en Belgique et un en Tunisie. La majorité de mon activité se fait cependant au travers de mon site internet. Seul l'achat en dinar y est proposé mais je travaille actuellement sur une version en euro puis en dollar qui devrait être disponible prochainement.

Lorsque j'ai créé Najen en 2010, les concepts de consommation durable ou de slow-fashion n'existaient pas. J'ai dû faire face à beaucoup d'incompréhension de la part d'investisseurs qui étaient peu sensibilisés à ces enjeux.

Outre l'accompagnement par l'incubation, j'ai bénéficié d'aides au travers de ma campagne de financement sur la plate-forme KissKiss-BankBank. Bien entourée, je reçois aussi beaucoup de soutien de mes proches qui m'accompagnent sur certaines parties techniques. Vou-lant organiser une ligne culinaire, j'ai d'ailleurs décidé de collaborer avec d'autres start-ups sociales pour vendre leurs produits sous une étiquette commune.

*Nadia Jendoubi
Fondatrice
Najen Nature*



Grow It Yourself est une startup sociale en agriculture intelligente et urbaine. Notre activité se concentre autour de trois offres : l'organisation de formations de sensibilisation, du consulting auprès d'agriculteurs et la vente de kits de production « clé en main ». Ces kits sont vendus pour le grand public, leur permettant de produire chez eux des fruits et légumes de qualité, mais aussi pour les agriculteurs en proposant des systèmes de production hors-sol.

Nos revenus proviennent de la vente de nos biens et services. Nous sommes aujourd'hui dans une phase de commercialisation

de nos offres, mais aussi de développement car nous préparons la vente de nouveaux kits de production « indoor ». Nous avons pu former plus de 400 personnes depuis le début de nos activités et réaliser six installations d'agriculture urbaine. J'ai également remporté le premier prix UBCI-Lab'ess en 2018 qui m'a fait gagner en visibilité à l'échelle nationale mais aussi internationale.

J'ai cependant dû faire face à un problème majeur pour les startups en Tunisie qui est le manque d'information dans les domaines juridique et de comptabilité. Également, je dois fabriquer moi-même les matériaux que j'utilise car ils

sont indisponibles en Tunisie. J'ai néanmoins reçu beaucoup d'aides d'autres organisations de l'ESS pour le montage de mon projet et souhaiterais collaborer avec des startups de la Tech For Good pour permettre l'informatisation du projet et, pourquoi pas, créer prochainement une application mobile.

*Ilyes Saidani
Co-fondateur
Grow It Yourself*

TECH FOR GOOD ET INNOVATION : UN MARIAGE RÉUSSI EN PÉRIODE DE CRISE ?

L'innovation pour le bien commun. C'est ainsi que nouvelles technologies et impact sociétal vont de pair pour servir l'objectif 9 « industrie, innovation, et infrastructures » des Objectifs de développement durable (ODD) définis par l'organisation des Nations Unies. Un mariage plus communément connu sous l'appellation « Tech for good ».



TECH FOR GOOD

Lorsque des « entrepreneurs et investisseurs mettent l'innovation et la technologie au service du bien commun et de la planète » selon Tech for Good France (anciennement FEST).

En Tunisie, cette notion est d'autant plus importante que l'innovation se place aujourd'hui comme un vecteur de développement et de création de valeur ajoutée. Prônant une vision plus inclusive du développement, la Tunisie a intégré les ODD dans son plan quinquennal de développement 2016-2020¹, et s'est récemment dotée d'une loi ESS² qui pose les bases d'un modèle économique équitable et inclusif. Ces deux grilles de lecture affirment la pertinence du lien entre nouvelles technologies et impact social positif. Ce cadre de développement s'est révélé d'autant plus nécessaire pendant la crise sanitaire de la Covid-19.

Innover au service de l'intérêt général : leitmotiv pendant la pandémie

Le secteur du numérique a connu une accélération sans précédent pendant la crise sanitaire. Allant de la sécurité à la logistique en passant par la e-santé, l'innovation a joué un rôle moteur pour endiguer la pandémie. De nombreuses solutions basées sur des technologies disruptives ont émergé partout dans le monde, répondant à des impératifs sociétaux. La Tunisie n'est pas en reste. Dès le début de la crise, l'écosystème tunisien s'est mobilisé pour répondre aux enjeux sociétaux, notamment aux besoins des autorités de santé et pour compléter le dispositif public³. Un élan de solidarité par les entreprises du numérique pour venir en aide aux populations les plus touchées s'est manifesté largement, à l'image de la startup Icompass spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui a développé pour le compte de l'État un Chatbot⁴ chargé de collecter l'information officielle sur la Covid-19 et de répondre aux questions des citoyens en trois langues, permettant ainsi de soulager les lignes téléphoniques des urgences hospitalières. Durant cette crise, plusieurs startups tunisiennes ont dû adapter et faire pivoter leurs modèles. Ces changements temporaires pourraient donner lieu à de nouveaux modèles hybrides, créateurs de valeur partagée et qui démontreraient davantage leur capacité à mobiliser les acteurs d'une économie au service du bien commun.

Aujourd'hui, force est de constater que cette accélération refaçonne le paysage du numérique et fait naître de nouvelles attentes, de nouveaux usages et comportements qui pourraient devenir le nouveau quotidien post-crise. Mais alors, quelles limites aujourd'hui pour la Tech for good ?

Une avancée à double tranchant

Alors que les innovations technologiques révolutionnent et continueront de modifier nos comportements, le questionnement sur l'impact de ces solutions numériques et leur raison d'être est d'autant plus im-

portant en contexte de crise. En Tunisie, le rôle de la technologie dans la réponse à la Covid-19 est manifeste, mais a également creusé les inégalités, notamment en ce qui concerne l'accès aux moyens de communication, par exemple via l'accès à une éducation « digitale », pendant le confinement.

Une question vient dès lors se poser : les avancées technologiques ne se font-elles qu'au service du bien commun ? Si la DeepTech, dite innovation de rupture, ne cesse de se développer à travers, entre autres, l'usage de l'intelligence artificielle, en première ligne dans la gestion de la crise, la question des effets de l'innovation reste incontestablement au centre des préoccupations.

D'autre part, il importerait de s'interroger sur la continuité de ces évolutions ; une transition numérique est en marche, mais gardera-t-elle le même élan dans l'après-crise ? Permettra-t-elle des avancées fondamentales et structurelles ?

La technologie atteint aujourd'hui une nouvelle dimension, face à une crise mondiale qui pourrait ouvrir la voie vers de nouvelles opportunités pour renforcer la transition numérique et recentrer le développement vers une économie répondant aux enjeux sociétaux et environnementaux du monde d'après. Une reprise inclusive et porteuse de sens sera-t-elle au rendez-vous ?

1. Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des ODD en Tunisie, ONU Tunisie, Juillet 2019

2. <https://www.chabaka.tn/wp-content/uploads/2020/07/2007-Loi-ESS-JORT.pdf>

3. La Tunisie dispose de moyens médicaux limités. Un indicateur parmi d'autres, le nombre de lits de réanimation par habitants. Il s'élève à 0,05 pour 1000 habitants, contre 3,1 en France ou 6 en Allemagne (OCDE).

4. Agent conversationnel

Yasmine Laribi
Chargée de communication Innov'i – EU4Innovation
Expertise France



GESTION DE LA COVID ET CAPACITÉ DE RÉSILIENCE VUES PAR LES ACTEURS DE LA TECH FOR GOOD

Ahkili est une startup tunisienne œuvrant dans le domaine de la e-santé avec une dimension sociale prépondérante. Lancée fin février 2020, la startup a pour objectif de soutenir psychologiquement les citoyens tunisiens dans un contexte socio-économique difficile et anxiogène¹. Le service fourni est simple et accessible à tous : mettre en relation directe par téléphone un ou une psychologue et toute personne désirant consulter, 7 jours sur 7 jusqu'à minuit.

La startup entamait sa progression avec près de 1 800 appels reçus lorsque, mi-mars 2020, l'arrivée de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ainsi que l'obligation de confinement qui s'en est suivie, ont gelé toutes les activités. La crise économique a été d'autant plus difficile pour des petites structures entrepreneuriales, comme la nôtre, qui n'avaient pas encore une assise

financière assez solide pour faire face à un arrêt quasi-total de leur activité. Dans le cas d'Ahkili, le cycle « classique » de développement d'une startup a été rompu avec une impossibilité totale d'accéder à des levées de fonds ou même à un simple mentoring.

Ne comptant que sur nos propres moyens financiers, nous avons alors fait le choix de nous inscrire dans une démarche solidaire en aidant avec notre savoir-faire. Nous avons dès lors mis en place un numéro d'appel gratuit. Notre équipe de psychologues a travaillé bénévolement et de façon soutenue avec 2 500 appels reçus pour des cas de crises d'anxiété, de troubles obsessionnels mais également des problèmes familiaux et conjugaux dus à la situation astreignante du confinement. Passée la première vague de confinement, notre situation était devenue très précaire. C'est grâce à notre participation à divers

concours destinés aux startups qu'Ahkili parvient aujourd'hui à remonter progressivement la pente.

Pour contacter les équipes de soutien psychologique d'Ahkili, rendez-vous sur leur page Facebook @ahkili.psy.

Lamia Chouk
Fondatrice
Khalil Melaouhia
Psychologue clinicien & Responsable d'exploitation
Ahkili



Sghartoon est une plateforme de détection précoce de signes de troubles éducatifs et proposant un processus digital d'accompagnement entre le parent, l'enfant et le thérapeute. Cette application offre une opportunité éducative aux enfants âgés de 5 à 12 ans.

Nous avons commencé notre activité en avril 2018 avec un concept et une équipe différents de ceux que nous avons aujourd'hui. Nous avons fait plusieurs pivots pour atterrir sur un modèle plus en adéquation avec les besoins de notre clientèle, et sommes désormais opérationnels sur le marché tunisien et prochainement sur le marché de la région du Golfe.

La crise de la Covid-19 a eu des effets contradictoires sur nos activités. Comme pour la plupart des entreprises, la pandémie a eu un

impact négatif sur notre développement. En raison du changement de mode de travail et du passage au télétravail, la productivité de notre équipe a diminué. Les relations partenariales avec les écoles et les centres de rééducation, nécessitant des déplacements et rencontres en physique, ont dû être mises sur pause. La fermeture de ces établissements a supposé un arrêt de toute forme de collaboration pendant la période.

Pour autant, la Covid-19 a aussi démontré l'importance du digital, ce qui nous a aidé à communiquer encore plus sur les bénéfices de notre solution. Effectivement, après le confinement, nous avons pu augmenter les prises de contacts, les potentiels clients et proposer de nouvelles fonctionnalités dans l'application. En mettant le tout dans la balance, la crise sanitaire a été une oppor-

tunité de développement pour Sghartoon.

Hidayet Ayadi
Fondatrice
Sghartoon



LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DANS LA TECH, COMMENT CONCILIER IMPACT ET RENTABILITÉ ?

Plus de 75 millions de personnes ont besoin d'un fauteuil roulant au quotidien, soit 1% de la population mondiale¹. Ces personnes ont besoin d'accompagnement dans beaucoup d'actions de la vie quotidienne alors qu'elles aspirent à d'avantage d'indépendance.

MOOVOBRAIN, projet de la start-up GEWINNER est une solution adaptée aux besoins des personnes en situation de handicap. Il s'agit d'un fauteuil roulant intelligent qui permet un pilotage par la pensée ou la voix selon le choix de l'utilisateur et la nature du handicap, favorisant ainsi l'autonomie et le déplacement sans assistance.

GEWINNER a été fondée par quatre femmes aux parcours basés sur la technologie médicale avec une mission à accomplir : affronter les défis technologiques et économiques pour aider les personnes à mobilité réduite. La volonté

d'être au service de ce public est née après avoir étudié ses besoins réels, notamment au contact de l'oncle de l'une des cofondatrices qui s'est retrouvé paralysé suite à un accident.

Depuis l'intégration du StartupAct dans la loi tunisienne, GEWINNER fait partie des startups labélisées qui ont bénéficié de nombreux avantages. Nous avons gagné plusieurs prix et concours nationaux et internationaux. Ces aides politiques et financières ont assuré l'équilibre financier du projet et donc le maintien de son impact social.

Pour faciliter la vie des personnes à mobilité réduite, le développement technologique au sein de la startup doit être synchronisé avec le changement des besoins des utilisateurs et s'adapter rapidement au contexte économique, social et sanitaire. Aussi, l'un des besoins les plus immédiats est l'investissement en Recherche et

Développement pour aboutir à des innovations le plus tôt possible et ainsi réduire les délais jusqu'à la commercialisation.

1. Organisation Mondiale de la Santé, état des lieux en 2019

Khaoula Ben Ahmed
CEO
GEWINNER



Fauteuils produits pour le projet Moovobrain

Le projet Sharek a commencé en mars 2020, en plein confinement général, en réponse à la fermeture des écoles partout en Tunisie et l'obligation pour les élèves de suivre les cours à distance. Nous proposons cette initiative d'économie circulaire au sein de notre start up TrustiT qui collecte des dons de matériels informatiques anciens et neufs, les trie et les répare pour les distribuer au profit des étudiants et élèves qui en ont besoin. A ce jour, ce sont 210 appareils électroniques qui ont été distribués dans 17 gouvernorats, cartographiés sur la plateforme digitale Sharek IT¹.

Le projet s'est développé en réponse à l'arrêt des activités des réparateurs avec lesquels nous travaillons. En leur apportant du soutien, nous pouvons leur garantir une quantité de travail minimum et un impact social et communautaire. Le projet permet aussi d'utiliser une ma-

tière première non valorisée dont l'intérêt ou les avantages sont garantis : le produit pourra soit être prêt à être réutilisé, soit devenir un déchet électronique bien géré.

L'action a été soutenue dans un premier temps par des fonds d'appui aux initiatives (UNICEF pour les élèves et le Fonds Canadien d'Initiatives Locales pour les étudiants). Un modèle économique est en cours d'élaboration pour assurer la durabilité de l'action, et sera basé sur la revente des déchets à l'export mais aussi sur la possibilité de revente de pièces de rechanges.

Le besoin actuel est de trouver des partenaires associatifs pour la valorisation des déchets électroniques à l'international mais aussi pour avoir un appui dans l'accès aux dons d'appareils électroniques à réutiliser et à recycler pour un maximum d'impact. Enfin le soutien financier

de bailleurs de fonds locaux et internationaux pourra accélérer le processus de mise en place rapide de différentes actions.

1. www.sharek-it.tn

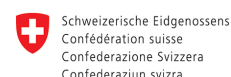
Amine Ouni
CEO
TrustiT



REMERCIEMENTS



EN PARTENARIAT AVEC :



Remerciements aux participants de l'atelier de travail du 23 septembre 2020, aux membres du Groupe de travail Convergences Tunisie et aux rédacteurs : Rachid Abidi (Lab'ess), Nuria Ackermann (ONUDI) Anissa Ayari (Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Insertion Professionnelle/ Section Emploi), Mehdi Baccouche (#tounessolidaire), Khaoula Ben Ahmed (Moovobrain), Mohamed Boualouala (Jhonny Bikes), Anis Boufrikha (We Love Sousse), Nadia Cheikhrouhou (ISET Béja), Lamia Chekir Thabet (ONUDI), Lamia Chouk (Ahkili), Viktoria Danilko (Association Tunisienne du Festival des Fromages de Béja et de la Promotion du Patrimoine), Latifa Elghezal (Scienza), Nadia Jendoubi (Najen Nature), Khoulood Kaabi (Idwey), Melalouha Khalil (Ahkili), Yasmine Laribi (Expertise France), Amine Ouni (TrustiT), Ilyes Saidani (Grow It Yourself), Amina Soudani (Lebra), Omar Triki (Fondation Tunisie pour le développement), Matthieu Vanel (Initiative Tunisie)

Convergences : Marie Bonraisin, Leila Cartier, Paul Constantin, Baptiste Fassin, Clara James, Thibault Larose, Lucas Magnani, Fanny Roussey, Carine Valette, Alice Vallès, Manon Vigier.
Publication L'ESS en Action Tunisie 2020 / Convergences.
Conception éditoriale : Manon Vigier, Fanny Roussey / Conception graphique : Manon Vigier

À PROPOS DE CONVERGENCES :

Créée en 2008, Convergences est une plateforme internationale de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en faveur des Objectifs de développement durable et de la construction d'un monde « Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ». Sa mission est de rassembler les acteurs du changement de tous les horizons afin de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires, représentées au sein de ses Groupes de travail, pour co-construire le Forum Mondial Convergences, éditer des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année en France et à l'international. Depuis 2017, répondant aux besoins des écosystèmes nationaux, sept Forums Convergences ont été organisés en Afrique du Nord et Afrique Subsaharienne, en Amérique du Sud, en Asie et en Europe.

Copyright Convergences Décembre 2020 – Convergences, 10 rue de Sèze, 75009 PARIS – FRANCE // +33 (0)1 42 65 61 20

Pour plus d'informations : contact@convergences.org ou www.convergences.org